

STRATIGMA L'AFRIQUE

Série mensuelle d'analyse stratégique panafricaine

Après la doctrine

La France, l'Afrique
et le vide stratégique de 2027

Le retrait est achevé, la doctrine n'est pas venue. Ce que l'élection française de 2027 prépare — et ce que les capitales africaines peuvent en faire.

L'essentiel

Entre l'été 2022 et l'été 2025, la France a perdu — ou rendu — l'essentiel de son dispositif militaire permanent en Afrique. Ce qui s'est refermé à Bamako, Niamey, N'Djamena, Dakar et Abidjan n'est pas une simple séquence de redéploiements : c'est l'architecture de soixante ans de présence qui s'est dissoute en trois ans. Le sommet Africa Forward de Nairobi (11-12 mai 2026) a proposé une réponse — l'investissement plutôt que l'aide, l'Afrique anglophone plutôt que le pré carré — mais une méthode n'est pas une doctrine. À moins d'un an de l'élection présidentielle d'avril 2027, aucune force politique française ne porte de projet africain construit : l'Afrique n'entre dans la campagne que par les portes étroites de l'immigration, du budget et de la sécurité. Ce numéro inaugural analyse ce que ce vide doctrinal signifie pour les capitales africaines — et pourquoi la fenêtre 2026-2027 est celle où se renégocient, pour une décennie, les termes de la relation.

Points clés

- Le retrait militaire est achevé : Djibouti demeure l'unique implantation permanente française sur le continent. Le format « base » a vécu ; le format « service » reste à inventer.
- Nairobi acte un changement de méthode — 23 milliards d'euros d'investissements annoncés, pivot vers l'Afrique anglophone — au moment même où l'aide publique au développement française tombe à son plus bas niveau en vingt ans (−38 % par rapport à 2024).
- La présidentielle de 2027 s'annonce sans boussole africaine : la force en tête des intentions de vote ne propose pas une autre politique africaine, elle propose moins d'Afrique.
- L'arrêt d'appel attendu le 7 juillet 2026 dans l'affaire Le Pen est la variable qui peut reconfigurer toute la course — et, avec elle, l'éventail des scénarios franco-africains.
- Pour les décideurs africains, le vide n'est pas un risque mais un levier : c'est maintenant que se verrouillent les positions, avant qu'un nouvel exécutif français ne tente son « reset ».

I. Anatomie d'un retrait (2022-2026)

Rien, dans l'histoire récente des présences militaires extérieures, ne ressemble à la vitesse de ce reflux. Au début de 2022, la France alignait encore quelque 5 500 militaires sur le continent, répartis entre une opération extérieure majeure et un chapelet d'implantations héritées des indépendances. Quatre ans plus tard, il reste Djibouti. La première vague fut subie : départ du Mali à l'été 2022 et fin officielle de l'opération Barkhane en novembre, retrait du Burkina Faso en février 2023, puis du Niger en décembre 2023, à chaque fois sous la pression de juntes portées par un sentiment antifrçais devenu ressource politique.

La seconde vague est plus significative encore, parce qu'elle n'est pas venue de régimes putschistes mais de partenaires réputés sûrs. Le Tchad dénonce ses accords de défense en novembre 2024 et obtient un départ complet fin janvier 2025. Le Sénégal de Bassirou Diomaye Faye exige et obtient la restitution des emprises de Dakar, achevée en juillet 2025. La Côte d'Ivoire reprend le camp de Port-Bouët dès février 2025 ; le dispositif gabonais est converti en académie partagée. Cette seconde vague fait doctrine côté africain : ce n'est plus l'hostilité qui commande le départ, c'est la normalisation — l'idée, désormais transpartisane de Dakar à N'Djamena, qu'un État souverain du XXI^e siècle n'héberge pas de troupes étrangères permanentes.

Paris a tenté d'en reprendre l'initiative. Le rapport remis par Jean-Marie Bockel en novembre 2024 théorisait la conversion : des bases aux emprises partagées, de la présence à la formation « à la demande », de l'empreinte à la discrétion. Mais le rapport a été rattrapé par le calendrier : ce qu'il proposait de réorganiser, la plupart des partenaires ont préféré le clore. Ne demeure que Djibouti — environ 1 500 hommes, un partenariat reconduit fin 2024 — dont la fonction réelle regarde moins l'Afrique que la mer Rouge et l'Indopacifique.

Le reflux déborde largement la chose militaire. Les trois États de l'Alliance des États du Sahel ont quitté l'Organisation internationale de la Francophonie en mars 2025 ; ambassadeurs rappelés ou expulsés, médias français suspendus au Sahel, crise consulaire et migratoire ouverte avec Alger pendant l'essentiel de 2025 : c'est tout l'appareil d'influence qui s'est contracté en même temps que le dispositif. Le climat discursif a fait le reste. En janvier 2025, devant ses ambassadeurs, Emmanuel Macron reprochait à certains dirigeants africains leur ingratitude supposée envers l'engagement français au Sahel — sortie qui lui valut des répliques cinglantes de N'Djamena et de Dakar. « La France n'est pas en recul, elle se réorganise », affirmait-il au même moment. La formule dit l'ambition ; la séquence 2022-2026 dit autre chose.

LE DISPOSITIF MILITAIRE FRANÇAIS EN AFRIQUE : 2022 → 2026

Début 2022 — environ 5 500 militaires ; opérations ou implantations au Mali, au Niger, au Burkina Faso, au Tchad, en Côte d'Ivoire, au Sénégal, au Gabon et à Djibouti.

Mi-2026 — Djibouti, unique implantation permanente (≈ 1 500 hommes) ; détachements résiduels de coopération et de formation ; partenariats « à la demande ».

Jalons — fin de Barkhane (nov. 2022) · Burkina Faso (févr. 2023) · Niger (déc. 2023) · Tchad (janv. 2025) · Côte d'Ivoire (févr. 2025) · Sénégal (juil. 2025).

II. De Ouagadougou à Nairobi : la méthode sans la doctrine

Le cycle s'était ouvert à Ouagadougou, en novembre 2017 : un président de quarante ans promettait devant des étudiants burkinabè la fin des réseaux, une relation d'égal à égal et un dialogue direct avec la jeunesse du continent. Montpellier, en 2021, avait poussé la logique jusqu'à l'inédit — un sommet Afrique-France sans chefs d'État africains, livré aux sociétés civiles. Neuf ans après Ouagadougou, Nairobi referme le cycle et en inverse la géographie : pour la première fois, un sommet Afrique-France s'est tenu hors de l'espace francophone, co-présidé avec le Kenya de William Ruto, en terre anglophone et swahilophone — c'est-à-dire hors de l'histoire coloniale partagée.

Sur le fond, Nairobi (11-12 mai 2026) a assumé un virage : l'économisation intégrale de la relation. Quelque 7 000 participants, une trentaine de chefs d'État et de gouvernement, et un chiffre-totem : 23 milliards d'euros d'investissements annoncés — 14 milliards portés par des acteurs français, publics et privés, 9 milliards par des investisseurs africains — assortis d'une promesse de 250 000 emplois directs. La ventilation sectorielle dessine les priorités : transition énergétique, numérique et intelligence artificielle, économie bleue, agriculture, santé. S'y ajoutent une déclaration commune sur la réforme de l'architecture financière africaine, le soutien français à l'attribution de sièges permanents africains au Conseil de sécurité des Nations unies, et l'invitation du président kényan au G7 d'Évian. « L'Afrique a besoin d'investissements plutôt que d'aides publiques », a résumé Emmanuel Macron. Le choix de Nairobi est en lui-même un message : la France ne gère plus l'héritage du pré carré, elle court derrière l'Afrique qui croît — celle de l'Est et des marchés anglophones, où ses entreprises sont des challengers et non des

héritières.

NAIROBI EN CHIFFRES (11-12 MAI 2026)

23 milliards d'euros d'investissements annoncés : 14 Md€ français (entreprises, fonds, AFD, Proparco) + 9 Md€ africains ; objectif affiché de 250 000 emplois directs.

Répartition sectorielle communiquée : transition énergétique 4,3 Md€ · numérique et IA 3,8 Md€ · économie bleue 3,3 Md€ · agriculture 1,0 Md€ · santé 0,9 Md€.

Engagement emblématique : 700 millions d'euros de CMA CGM ; premier sommet Afrique-France organisé dans un pays non francophone ; environ 7 000 participants.

Le discours de l'investissement a toutefois un angle mort : il est prononcé au moment précis où la France démantèle l'autre pilier de sa présence. Le budget 2026, adopté le 2 février par recours au 49.3, ampute la mission « aide publique au développement » d'environ 800 millions d'euros sur un an — quatrième coupe consécutive — pour la ramener autour de 3,5 milliards : -18 % en un an, -38 % par rapport à 2024, le plus bas niveau depuis vingt ans selon Coordination Sud, avec des crédits humanitaires réduits de 41 % et un effort national qui pourrait retomber à 0,38 % du revenu national brut, son étiage de 2016. L'Afrique, premier destinataire historique, est la première servie en coupes. Le tout intervient alors que Washington a démantelé l'USAID à l'été 2025 : pour nombre d'États du continent, 2025-2026 restera l'hiver des financements concessionnels — les deux premiers bailleurs occidentaux se sont retirés en même temps, chacun au nom de sa propre crise.

Nairobi est donc une méthode — économisation, formats multi-acteurs, élargissement anglophone — mais pas une doctrine. Une doctrine supposerait des arbitrages : que fait-on du franc CFA ? Quelle offre de sécurité après les bases ? Quelle position face aux transitions sahéliennes et à leurs parrains russes ? Quel traitement de la question migratoire autrement que par le levier des visas ? Aucune de ces questions n'a reçu de réponse à Nairobi, et aucune n'en recevra avant mai 2027 : un exécutif finissant, privé de majorité parlementaire et placé sous contrainte budgétaire permanente, n'arbitre plus — il gère.

III. 2027 : une élection sans boussole africaine

La politique africaine fut longtemps l'exemple même du « domaine réservé » : elle supposait un Élysée fort. Or c'est précisément ce qui fait défaut. Quatre Premiers ministres se sont succédé depuis le début de 2024 ; le gouvernement Bayrou est tombé en septembre 2025 sur un vote de confiance ; les budgets s'adoptent au forceps, et l'activité diplomatique elle-même subit la gravité de cette instabilité. La séquence qui s'ouvre — douze mois de campagne — gèlera ce qui reste de capacité d'initiative.

La photographie de juin 2026 est la suivante. Jordan Bardella domine largement les intentions de vote de premier tour, autour d'un tiers des suffrages exprimés selon les dernières vagues d'enquêtes. Derrière, la bataille pour la qualification est ouverte : Édouard Philippe, déclaré dès septembre 2024, s'érode ; Jean-Luc Mélenchon, entré en campagne au printemps 2026, revient à sa hauteur ; Gabriel Attal s'est déclaré à son tour, le bloc central s'étant doté d'un comité de liaison et envisageant une primaire faute de rassemblement spontané. Surtout, l'arrêt de la cour d'appel de Paris dans l'affaire des assistants parlementaires du Rassemblement national, attendu le 7 juillet 2026, décidera si Marine Le Pen peut concourir ou si l'investiture passe définitivement à son successeur. Photographie, pas pronostic : à un an du scrutin, une seule

certitude — l'éventail des possibles a rarement été aussi ouvert. C'est précisément ce qui doit retenir l'attention des chancelleries africaines : derrière chaque scénario se cache une relation franco-africaine différente.

Le bloc national. La force en tête ne propose pas une autre politique africaine : elle propose moins d'Afrique. Réduction drastique de l'aide au développement et conditionnement de ce qui en resterait à la coopération migratoire — laissez-passer consulaires, accords de réadmission — remise en cause de l'accord franco-algérien de 1968, lecture du continent presque exclusivement migratoire et sécuritaire. Sur le franc CFA, les emprises restantes, la francophonie ou la dette : à peu près rien. Une présidence Bardella ou Le Pen traiterait la relation africaine comme un dossier de politique intérieure — celui de l'immigration. Pour les capitales africaines, ce serait un partenaire prévisible dans sa logique transactionnelle, imprévisible dans ses crises, Alger constituant le point d'inflammation le plus probable.

Le bloc central. Édouard Philippe et Gabriel Attal hériteraient de la méthode Nairobi sans les moyens de l'incarner : continuité revendiquée du « partenariat », poursuite de l'économisation, mais une contrainte budgétaire qui viderait l'offre de sa substance. Le premier n'a pas, à ce jour, de discours africain constitué ; le second porterait l'héritage macronien avec l'usure que ce nom emporte désormais au sud du Sahara. Dans les deux cas, la relation serait administrée plus que pensée — une France partenaire « comme les autres », fiable et secondaire.

La gauche radicale. Paradoxe du paysage : le seul discours africain réellement construit est porté par Jean-Luc Mélenchon. Sortie assumée de la « Françafrique », soutien à l'extinction du franc CFA, non-alignement revendiqué, lecture décoloniale des rapports Nord-Sud, ancrage électoral dans les diasporas. Une présidence Mélenchon serait la plus disruptive — verbalement alignée sur les souverainismes de Bamako, Niamey ou Dakar — mais sans réponse établie sur les deux questions que poseraient immédiatement ses partenaires : la sécurité et le financement.

Les droites de gouvernement et les outsiders. Bruno Retailleau a imposé, depuis le ministère de l'Intérieur puis à la tête des Républicains, la grammaire visas-réadmissions comme langage de la relation — la crise algérienne de 2025 en fut le laboratoire. À l'autre extrémité, Dominique de Villepin, qui s'avance vers la candidature, propose presque seul une refondation d'inspiration gaullo-miterranéenne tournée vers les Suds ; il demeure, à ce stade, marginal dans les enquêtes. Quant à la gauche de gouvernement, dispersée depuis la fragilisation du Nouveau Front populaire, l'Afrique n'apparaît tout simplement pas dans ses querelles de primaires.

Le dénominateur commun saute aux yeux : d'un bord à l'autre, l'Afrique n'entre dans la campagne que par trois portes — l'immigration, le budget, la sécurité. Nulle part comme ce qu'elle est devenue : le théâtre où se jouent la démographie mondiale, les minerais de la transition, l'avenir de la langue française et le basculement géopolitique du Sud. C'est cela, le vide stratégique de 2027 : non l'absence de candidats, mais l'absence de mandat. Quel que soit l'élu, il n'aura pas reçu des urnes le mandat d'une politique africaine — et devra l'improviser, en 2027-2028, face à des partenaires qui, eux, auront préparé la séquence.

TROIS SCÉNARIOS POUR L'APRÈS-2027

1. La transaction (bloc national) — relation réduite au triptyque visas-réadmissions-sécurité ; crises bilatérales probables (Alger en tête) ; accélération de la diversification des partenariats africains.
2. La continuité contrainte (bloc central) — méthode Nairobi prolongée à moyens décroissants ; la France devient un partenaire parmi d'autres, fiable mais secondaire.
3. La rupture assumée (gauche radicale) — appui à la sortie du franc CFA, révision des accords ; convergence discursive avec les souverainismes africains, forte incertitude opérationnelle.

IV. Ce qui reste : l'inventaire des instruments

Le vide doctrinal ne signifie pas la disparition. L'inventaire de ce qui demeure est substantiel — à condition de le lire pour ce qu'il est : un capital résiduel, non plus un système. L'économie, d'abord : la France reste l'un des tout premiers investisseurs étrangers du continent, et les 14 milliards d'euros d'engagements de Nairobi prolongent un tissu d'entreprises dense, des infrastructures portuaires à l'énergie. Mais le centre de gravité de cet appareil migre vers l'Afrique anglophone et les marchés en croissance rapide — un déplacement qui, mécaniquement, desserre l'étreinte française sur l'espace francophone.

Le financement, ensuite : le groupe AFD demeure l'un des premiers bailleurs bilatéraux mondiaux, mais il opère désormais sous rationnement, et la logique du prêt « bancable » y supplante celle du don — au détriment des États fragiles, précisément ceux qui sortent de l'orbite de Paris. La langue : près de 60 % des locuteurs quotidiens du français vivent en Afrique, et cette part croîtra mécaniquement avec la démographie ; mais l'OIF sort affaiblie du retrait des trois États sahéliens, et l'avenir du français se décidera à Kinshasa, Abidjan ou Dakar — plus à Paris. Les diasporas, enfin, demeurent le lien le plus réel : leurs transferts pèsent, pour plusieurs économies du continent, davantage que l'aide publique — c'est d'ailleurs ce qui rend le levier migratoire si tentant pour le prochain exécutif, et si dangereux.

Restent trois actifs d'État. Le militaire résiduel : Djibouti, hub entre mer Rouge et Indopacifique, plus une offre de formation et de renseignement « à la demande » — le format base est mort, le format service reste à construire. Le diplomatique : l'un des tout premiers réseaux mondiaux et un siège permanent au Conseil de sécurité, désormais adossé au soutien déclaré à des sièges africains permanents — position à faible coût et à fort rendement symbolique. Le monétaire, enfin, qui est le non-dit central : le franc CFA survit à toutes les annonces, la réforme de l'eco ouest-africain est enlisée, et l'Alliance des États du Sahel promet sa propre monnaie. Si Paris veut éviter que cette question — la plus chargée symboliquement de toutes — ne soit tranchée contre lui, la fenêtre utile se referme avant mai 2027.

V. Le vide et ses prétendants

Un vide géopolitique n'existe jamais longtemps. La Russie a fourni l'offre de substitution la plus rapide : l'Africa Corps, héritier de Wagner, protège des régimes — mais pas des territoires, comme l'ont rappelé le blocus pétrolier imposé à Bamako à l'automne 2025 puis les attaques d'avril 2026 au Mali, qui ont contraint l'AES à des opérations aériennes conjointes. La Chine recalibre : depuis le forum de Pékin de 2024 — une cinquantaine de milliards de dollars promis sur trois ans — elle glisse des mégaprojets vers les minerais, les chaînes de valeur et l'ouverture quasi totale de son marché aux exportations africaines. Les États-Unis de Donald Trump

pratiquent un bilatéralisme de transaction — démantèlement de l'aide, droits de douane, diplomatie des minerais dont l'accord RDC-Rwanda parrainé par Washington en 2025 fut la vitrine. Les monarchies du Golfe achètent des positions : ports, or, terres agricoles, médiations. La Turquie, elle, déroule une grammaire propre — une quarantaine d'ambassades, un réseau aérien couvrant plus de soixante destinations africaines, des écoles, des chantiers, des drones et des accords de défense, un commerce multiplié par sept en deux décennies — attractive précisément parce qu'elle n'est ni l'ancien colonisateur ni un hégémon de substitution.

Mais aucun de ces prétendants n'offre le paquet complet que le retrait français retire du marché : la Russie vend de la sécurité sans économie ; la Chine, des infrastructures sans sécurité ; Washington, des minerais sans constance ; le Golfe, des capitaux sans profondeur ; la Turquie propose la gamme la plus large des nouveaux entrants, mais à une échelle encore intermédiaire. D'où la stratégie devenue dominante dans les capitales africaines : le multi-alignement, qui transforme la concurrence des offres en pouvoir de négociation. Le vide français n'est pas subi — il est arbitré. Les numéros 2 à 6 de cette série examineront, un à un, ces prétendants.

Signaux à suivre

7 juillet 2026 — Arrêt de la cour d'appel de Paris dans l'affaire des assistants parlementaires du RN : selon l'issue, candidature Le Pen ou investiture définitive de Jordan Bardella — la variable lourde de 2027.

Été 2026 — Suites du G7 d'Évian (15-17 juin) : traduction — ou non — des engagements de Nairobi sur l'architecture financière internationale ; consistance réelle de la présence africaine à la table.

Septembre-octobre 2026 — Présentation du projet de loi de finances 2027, dernier budget avant l'élection : une cinquième coupe consécutive dans l'aide au développement confirmerait la trajectoire, quel que soit le discours.

Fin 2026 — Clarification du bloc central — rassemblement, primaire ou candidatures concurrentes Philippe/Attal : déterminant pour l'existence d'une offre « continuité » au second tour.

Horizon 2026-2027 — Trajectoire monétaire ouest-africaine : avancées sur l'eco de la CEDEAO, annonces de l'AES sur sa monnaie « sahel » — tout mouvement engagé avant mai 2027 se ferait sans Paris.

En continu — Sécurité sahélienne : après le blocus de Bamako et les attaques d'avril 2026, la capacité de l'AES et de ses partenaires russes à tenir les axes et les capitales.

En continu — Relation franco-algérienne : reprise consulaire et migratoire, ou prolongation du gel — laboratoire de la relation « transactionnelle » qui s'annonce.

2027 — Djibouti : montée en gamme du hub indopacifique — dernier actif militaire et première carte de la France de l'après-bases.

Implications

Pour les décideurs publics africains. La fenêtre 2026-2027 est une fenêtre de renégociation, pas d'attente. Obtenir maintenant — formation, équipements, conversion des emprises, mobilité étudiante, traitement des visas, restructurations de dette — ce qui sera plus coûteux à arracher

à un exécutif nouveau ; considérer tout engagement parisien comme un engagement à douze mois ; et anticiper l'hiver concessionnel en diversifiant les guichets, des banques multilatérales africaines aux fonds du Golfe et aux nouveaux bailleurs bilatéraux.

Pour les acteurs économiques. Le pivot français vers l'Afrique anglophone desserre l'espace concurrentiel en zone francophone : c'est là que les entrants — turcs, marocains, indiens, golfiens — trouveront les coûts d'entrée les plus bas de la décennie. À l'inverse, la logique « investissement plutôt qu'aide » privilégie les projets bancables et les marchés solvables : les États fragiles paieront deux fois, par le retrait des bailleurs et par celui des investisseurs.

Pour les partenaires tiers. Le moment commande d'institutionnaliser — accords-cadres, lignes aériennes, écoles, instituts, coopérations de défense — avant qu'un nouvel exécutif français ne tente, mi-2027, son « reset » africain. Dans cette course, l'avantage va aux acteurs porteurs d'une offre intégrée, combinant sécurité, formation et réalisations visibles ; c'est le cas, entre autres, d'Ankara, dont l'offre à l'Afrique francophone fera l'objet de notre numéro de novembre.

Méthodologie et sources

Ce numéro s'appuie exclusivement sur des sources ouvertes : documents officiels français (ministère de l'Europe et des Affaires étrangères, direction générale du Trésor, travaux parlementaires), couverture de presse française et africaine (mai-juin 2026), publications de centres de recherche (Ifri, Policy Center for the New South), données budgétaires publiques (lois de finances 2025 et 2026, analyses de Coordination Sud et Focus 2030), et le suivi continu de Stratigma. Les intentions de vote citées proviennent d'enquêtes publiées fin mai et début juin 2026 (Odoxa, Ifop) et n'ont qu'une valeur indicative. Rédaction arrêtée le 12 juin 2026 ; les développements postérieurs — G7 d'Évian, arrêt du 7 juillet — feront l'objet d'une note d'actualisation avant publication.

Stratigma est un cabinet d'intelligence stratégique établi à Istanbul, spécialisé dans l'analyse des dynamiques politiques et économiques de l'Afrique et de l'Asie du Sud-Est. **Stratigma L'Afrique** est sa série mensuelle francophone d'analyse panafricaine. Prochain numéro — N°2, août 2026 : « L'AES, an III : la sécession sahélienne à l'épreuve ». Contact : stratigma.org · © Stratigma 2026. Reproduction autorisée avec mention de la source.